

Mémoire sur l'économie collaborative

Initiative dirigée par



Présenté au Ministère de l'Économie, Science et Innovation du Québec (MESI) le 20 avril, 2018

Ce mémoire est le fruit d'un travail collaboratif au sein du réseau Sensorica.

Visiter www.sensorica.co ou appeler au 514 418-8384

Table des matières

[Introduction](#)

[Nommer le problème](#)

[Les grandes tendances économiques](#)

[La Matrioshka: une entreprise ouverte et collaborative](#)

[Entrepreneurs collaboratifs et entreprises collaboratives](#)

[Collaboration à grande échelle](#)

[Notre définition de l'économie collaborative](#)

[Comment s'y prendre?](#)

[Réponses courtes aux principaux objectifs de la consultation publique](#)

Introduction

Le 9 février 2018, le Ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation du Québec (MESI) a annoncé¹ la création d'un groupe de travail pour encadrer l'économie collaborative².

La mise sur pied du Groupe de Travail sur l'Économie Collaborative (GTEC) résulte d'une initiative lancée par le Premier Ministre du Québec, M. Philippe Couillard, afin d'améliorer la compréhension des questions soulevées par l'économie collaborative et de permettre au Québec de se distinguer, sur la scène internationale, parmi les chefs de file en la matière.

Comme indiqué dans la Stratégie numérique du Québec³, la mise sur pied du GTEC s'inscrit également dans un contexte de modernisation et de renforcement de nos politiques publiques, en lien avec la transformation numérique de notre société.

Ce mémoire constitue la réponse de Sensorica, une communauté montréalaise et un réseau ouvert créé en février 2011 qui s'identifie comme un pionnier de l'économie collaborative. Notre objectif est de porter nos pratiques et notre expérience à l'attention du gouvernement du Québec. Ce faisant, nous décrirons notre structure organisationnelle et notre modèle économique, ainsi que nos réussites et certains des obstacles les plus importants à notre développement. Nous reconnaissons que le domaine de l'économie collaborative est vaste et diversifié et encore largement émergent. Nous exposons ici notre propre pratique et notre vision de l'économie collaborative, qui sont également partagées par d'autres initiatives dans le monde.

À propos de Sensorica

Une communauté ouverte d'*entrepreneurs collaboratifs*, qui ont créé le premier réseau de production par les pairs basé sur l'innovation ouverte en février 2011. Ils utilisent une infrastructure TIC pour la planification des ressources en réseau, des nouvelles méthodologies de travail collaboratif et une nouvelle gouvernance pour structurer et réguler les activités du réseau. Ils offrent des services de recherche et développement sur demande à l'industrie locale et au milieu universitaire. SENSORICA opère dans un espace de type *makerspace* à Montréal.

Pourquoi: Réduire les barrières à l'entrée de l'activité économique en établissant des *patterns* de flux alternatifs (un des résultats étant de contourner la monnaie et les marchés).

Quoi: Sensorica est un *réseau ouvert de valeur*⁴, mettant en œuvre une production par les pairs (matérielle) basée sur les communs (*commons-based peer production*).

¹ <http://bit.ly/2HdtvwX>

² <http://bit.ly/2HySuKp>

³ <http://bit.ly/2HilSRw>

⁴ <http://bit.ly/2K5BoSy>

Comment: En tant que réseau, Sensorica est ouvert (accès à la participation), transparent (accès libre aux informations sur les processus et les produits), décentralisé (pas de point central de coordination et de décision) et autogéré (structure adaptive). Sensorica est modélisé comme un système vivant.

Mission: *Sensorica s'engage pour la conception et le déploiement de capteurs et de systèmes intelligents (IoT + AI + infrastructures p2p), qui permettent à nos communautés d'optimiser leurs interactions avec l'environnement physique afin de réaliser leur plein potentiel.*

Nous comprenons que cette initiative du gouvernement du Québec visant à encadrer l'économie collaborative est une réaction à un problème beaucoup plus vaste, englobant toutes les perturbations socioéconomiques récentes induites par la nouvelle technologie numérique. Les sociétés de plateforme comme Uber et Airbnb réduisent les coûts de service et écartent les entreprises traditionnelles du marché. Airbnb reconfigure également le marché immobilier et la démographie locale, car l'occupation des logements passe de la location à long terme à la location à court terme, ce qui est beaucoup plus rentable dans les villes touristiques comme Paris. Si cela ne suffit pas, nous pouvons ajouter la propagation rebelle de systèmes monétaires décentralisés, les cryptomonnaies comme Bitcoin, en regardant dans les yeux avec défiance le système financier mondial et les gouvernements nationaux.

Il est surprenant que nous ne trouvions aucune mention d'applications basées sur la blockchain, qui peuvent également imiter Uber et Airbnb, dans le Document de consultation: *Économie collaborative - Mieux comprendre les transformations, moderniser et renforcer les politiques publiques*⁵. Peut-être que le gouvernement a de la difficulté à comprendre comment gérer ces nouvelles créatures du pair à pair, ou peut-être pense-t-il que c'est une tendance passagère, ou que cela ne deviendra jamais une menace majeure pour nos institutions les plus importantes. Blockchain est seulement l'une des nombreuses technologies pair à pair en développement rapide aujourd'hui, qui engendreront une grande diversité d'organisations transnationales de type réseau ouvert décentralisé. *Transnational* dans ce contexte signifie qu'ils opèrent à

French Anti-Uber Protest Turns To Guerrilla Warfare As Cabbies Burn Cars, Attack Uber Drivers

Romain Dillet @romaindillet / Jun 25, 2015 [Comment](#)



<https://techcrunch.com>

⁵ <http://bit.ly/2JeRFUn>

l'échelle mondiale, au-delà de la portée de l'État, échappant au contrôle des États-nations et des institutions internationales.

Ce sont toutes des questions importantes que les gouvernements du monde entier doivent aborder. Cela dit, toutes les sociétés de plateforme ou les réseaux pair à pair ne sont pas mauvais. En fait, nous disposons aujourd'hui de suffisamment de données pour comprendre que certains d'entre eux établissent de nouveaux *patterns* de flux qui ont un impact positif sur la société et sur l'environnement. Nous devons veiller à ne pas entraver l'innovation et permettre à ces systèmes d'évoluer au profit de notre société, même si cela signifie revoir et restructurer nos institutions les plus importantes, y compris le gouvernement lui-même. Nous espérons que notre contribution aidera le gouvernement à devenir un partenaire actif en facilitant le développement de réseaux décentralisés ou de communautés ouvertes au profit du bien commun.

Nommer le problème

Nous voulons attirer l'attention du gouvernement sur le fait que l'utilisation du terme *économie collaborative* pour encadrer cette tentative de régler toutes ces perturbations socioéconomiques est pour le moins trompeuse. Au niveau sémantique, les pratiques et les organisations pertinentes doivent avoir des caractéristiques liées à la collaboration, à l'exclusion de celles que l'on trouve habituellement dans les organisations traditionnelles.

La distinction entre l'*économie du partage* et l'*économie collaborative* faite dans le Document de consultation aboutit à l'inclusion erronée de certaines pratiques, modèles économiques et modèles organisationnels dans la catégorie de l'économie collaborative. Le document se lit comme suit:

Pourquoi le terme «économie collaborative»?

L'«économie collaborative» est souvent assimilée à l'expression «économie du partage», traduite de l'anglais, sharing economy. L'idée d'une économie basée sur le partage entre pairs a été proposée par le professeur Yochai Benkler en 2002 pour décrire une production commune par les pairs issue des technologies de réseau et de l'approvisionnement ouvert (open source). Le concept de partage a par la suite été repris comme un concept général afin de décrire (et de promouvoir plus facilement) les nouvelles plateformes d'échange entre pairs, dans une logique référant au «partage» des actifs par plusieurs utilisateurs.

De nombreux experts remettent en question l'utilisation de la terminologie «économie du partage» compte tenu de l'évolution du marché et de la présence d'acteurs s'inscrivant plutôt dans une perspective commerciale où le partage aurait une place «limitée». La notion de collaboration ne pose, a priori, aucune hypothèse sur les intentions qui animent les acteurs de l'économie collaboratives. L'évolution des termes utilisés en ce sens, dans la littérature, témoigne de ce courant. L'utilisation du terme «économie

collaborative» suggère un ensemble plus large de réalités et de répercussions. Ainsi, le terme «économie collaborative» est préféré dans cette consultation.

Ce texte suggère que le terme *économie collaborative* désigne une catégorie plus large qui inclut des pratiques et des modèles précédemment inclus dans la catégorie de *l'économie du partage*. Le partage (relation réciproque) se produit dans des processus collaboratifs (co-création en partageant des ressources, ainsi que les risques, les responsabilités ainsi que les bénéfices), surtout lorsque ces processus utilisent des actifs physiques et numériques mis en commun (mutualisés) par les participants. En même temps, certains ont soutenu que le terme *économie du partage* a été appliqué abusivement à des organisations comme Uber et Airbnb⁶. Ces modèles sont mieux décrits comme une plateforme pour faciliter l'accès à la location de capacité excédentaire plutôt que de partager la capacité excédentaire. Giorgos Kallis a proposé le label *d'économie locative*⁷. Dans «*The Sharing Economy Isn't About Sharing at All*⁸» Giana M. Eckhardt et Fleura Bardhi ont proposé le terme *économie de l'accès*:

Le partage est une forme d'échange social qui se déroule entre des personnes connues les unes des autres, sans aucun profit. Le partage est une pratique établie et domine des aspects particuliers de notre vie, comme au sein de la famille. En partageant et en utilisant collectivement l'espace domestique de la maison, les membres de la famille établissent une identité commune. Lorsque le «partage» médié par le marché - lorsqu'une entreprise est un intermédiaire entre des consommateurs qui ne se connaissent pas - il ne s'agit plus de partage. Au contraire, les consommateurs paient pour accéder aux biens ou aux services de quelqu'un d'autre pendant une période donnée. C'est un échange économique, et les consommateurs ont une valeur utilitariste plutôt que sociale.

En revanche, [de Wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Partage):

La collaboration est un processus récursif où deux ou plusieurs personnes ou organisations travaillent ensemble dans une intersection d'objectifs communs - par exemple, une activité intellectuelle qui est de nature créative - en partageant des connaissances, en apprenant et en construisant un consensus. La plupart des collaborations requièrent du leadership, bien que la forme de leadership puisse être sociale au sein d'un groupe décentralisé et égalitaire. En particulier, les équipes qui travaillent en collaboration peuvent obtenir plus de ressources, de reconnaissance et de récompense face à la concurrence pour des ressources limitées. La collaboration est également présente dans des objectifs opposés présentant la notion de collaboration contradictoire, bien que ce ne soit pas un cas courant pour utiliser le mot.

⁶ Voir discussion sur p2pFoundation <http://bit.ly/2vzDln>

⁷ Voir l'article <http://bit.ly/2qNqTeW>

⁸ Voir l'article <http://bit.ly/2qLqJ7U>

Nous pouvons affirmer que la conclusion du Document de consultation selon laquelle Uber et Airbnb, qui ont été précédemment mal étiquetés dans le cadre de l'économie du partage, peuvent maintenant être inclus dans la catégorie de l'économie collaborative est fallacieuse. Comme certains ont soutenu qu'il n'y a pas de véritable partage dans leurs pratiques, nous pouvons également soutenir qu'il n'y a pas de réelle collaboration dans leurs pratiques.

- Les chauffeurs Uber sont en concurrence pour des clients.
- Les chauffeurs et ceux qui cherchent un moyen de transport entretiennent une relation de fournisseur de service et client.
- La plateforme est une propriété privée et est gérée pour optimiser les profits, les utilisateurs n'ont aucun contrôle sur elle, bien qu'ils puissent exercer un certain degré d'influence douce.
- Uber est un marché contrôlé (avec des prix fixés par des algorithmes plutôt que par l'offre et la demande) pour la location de voitures à court terme, où les conducteurs sont motivés par le profit qu'ils peuvent tirer des services, et Uber est motivée par les bénéfices qu'elle peut faire en extrayant un pourcentage de chaque transaction entre les chauffeurs et leur clients.

De plus, l'argument avancé dans le Document de consultation selon lequel la notion de collaboration n'implique aucune intention de la part des acteurs est faible: "*La notion de collaboration ne pose, a priori, aucune hypothèse sur les intentions qui animent les acteurs de l'économie collaborative.*". La collaboration découle de l'intention d'atteindre un objectif commun ou d'obtenir un résultat communément souhaité.

En dehors de la sémantique, ou de la manière dont nous qualifions ces nouveaux types d'organisations et leurs pratiques, il y a une raison plus profonde pour laquelle nous devrions examiner toutes ces nouvelles perturbations socioéconomiques d'une manière très différente. Si nous analysons soigneusement les nouveaux modèles économiques, nous identifions une structure qui est beaucoup plus pertinente pour le gouvernement pour organiser sa réponse à ces problèmes.

Les grandes tendances économiques

Nous observons trois grandes tendances économiques. Deux d'entre elles représentent une innovation progressive, une adaptation de la droite et de la gauche traditionnelle aux nouvelles possibilités introduites par la nouvelle technologie numériques: le capitalisme de plateforme et le coopérativisme de plateforme. Uber, une société de plateforme, est l'enfant d'affiche du capitalisme de plateforme. Les sociétés de plateforme sont toutes caractérisées par une centralisation du contrôle de la plateforme, en utilisant le mécanisme de la propriété privée qui est protégée par l'État (ceux qui possèdent ont le contrôle). Leur modèle de revenu est basé sur la recherche de rentes, en extrayant un pourcentage des transactions qui se produisent sur la plateforme, qui héberge un certain type d'activité économique. L'un de leurs principaux motifs est la maximisation du profit.

La gauche traditionnelle a réagi à ces adaptations de la part de la droite d'une manière très prévisible: transformer la société en coopérative. Ainsi, les coopératives de plateforme transforment la propriété privée en propriété partagée et appliquent un modèle de gouvernance plus démocratique. L'une de leurs principales motivations est le bien-être de leurs membres.

La nouveauté avec ces deux familles d'organisations réside dans l'externalisation de l'activité économique en exploitant la capacité excédentaire de leurs utilisateurs et leur industrie individuelle. Ce faisant, ils bousculent les lois du travail et les règles fiscales. Les coopératives de plateforme ont tendance à être plus acceptés car elles répondent mieux aux besoins de leurs membres, en leur créant de meilleures conditions et en leur distribuant une plus grande partie des profits. En abaissant les coûts des services elles perturbent ainsi les marchés autant que les sociétés plateforme privés comme Uber.

À la lumière de nos commentaires précédents sur l'économie du partage et l'économie collaborative, il convient également de mentionner que ces deux modèles ne concernent pas vraiment le partage ou la collaboration. Ces deux familles d'organisations font de l'intermédiation des relations commerciales entre leurs utilisateurs.

La troisième tendance économique est ce que nous appelons *pair à pair* et nous l'associons à l'économie collaborative. D'autres expressions telles que l'économie *participative* et l'économie *contributive* sont également utilisées de manière interchangeable. L'activité économique est structurée au sein de réseaux ouverts et décentralisés, comme Bitcoin et Sensorica. Ces réseaux fonctionnent sur des plateformes qui n'appartiennent à personne et ne peuvent être ni possédées ni monopolisées par quiconque, mais tout le monde a un accès garanti sous certaines conditions. C'est une nouvelle forme de propriété que nous appelons *nondominium*. Le fait que de nouvelles formes de propriété émergent de ces pratiques signale une transformation très profonde, car la notion de propriété est fondamentale pour tout système économique. La gouvernance de ces réseaux ouverts tend à être méritocratique, donnant accès

aux processus de prise de décision à ceux qui ont le plus contribué; n'importe qui peut devenir un contributeur et acquérir le privilège d'accéder aux processus de prise de décision.

Tendances économiques



Mapping des caractéristiques d'économie collaborative énumérées dans le *Document de consultation* sur les trois grandes tendances économiques

Buts	Plateforme coopérativiste	pair à pair	Plateforme capitaliste
<i>Utilisation d'une capacité excédentaire</i>			
<i>Accès à une ressource plutôt que sa possession</i>			
<i>Mutualisation des biens et des connaissances</i>			
<i>coordination des citoyens et des organisations en réseaux ou en communautés</i>	Hébergés sur des plateformes co-propriété, motivés par les bénéfices publics	Hébergés sur des plateformes sans propriété, motivés par les bénéfices publics et privés	Hébergés sur des plateformes propriété privée, motivés par le profit
<i>une organisation des échanges plus horizontale que verticale</i>	Plateforme hyper centralisée, gouvernance démocratique	Plateforme décentralisée, gouvernance méritocratique	Plateforme hyper centralisée, gouvernance hiérarchique

<i>plus grande facilité à mener des activités ou à offrir des services</i>	Architecture de la plateforme optimisée pour maximiser les bénéfices publics, évolution lente, médiocre IU/XU, silo de données	Architecture de la plateforme optimisée pour maximiser les bénéfices publics et privés, évolution rapide, bon IU/XU, interopérabilité	Architecture de la plateforme optimisée pour maximiser le profit, évolution rapide, bon IU/XU, silo de données
<i>intermédiation, souvent, au moyen de plateformes numériques</i>	Contrôlées pour maintenir la mission, optimiser les bénéfices publics	Consensus pour maximiser les bénéfices	Contrôlées pour extraire du profit

Afin de comprendre le fonctionnement interne de l'économie collaborative pair à pair, nous décrirons une entreprise ouverte et collaborative, Matrioshka.

La Matrioshka: une entreprise ouverte et collaborative



Station de travail nomade
éco-conçue &
Hub de rencontre



MÁTRIOSHKÁ

DYNAMISER | EMBELLIR | MESURER

Matrioshka est le nom d'un mobilier urbain mobile, autonome en énergie, connecté et interactif. Il a d'abord été conçu par Quatorze⁹, une association d'architectes de Paris, en France. Le premier prototype, basé sur un design open source, a été produit et installé à Paris en 2014.

Quatorze a été invité à l'été 2016 à Eco2Fest, un événement organisé par Ouishare Montréal, qui s'est déroulé dans la Foire Écosphère au parc Jarry à Montréal, et a coïncidé avec le Forum Social Mondial. Eco2Fest peut être compris comme un événement d'incubation et d'accélération pour des projets collaboratifs, les transformant en entreprises collaboratives. Pendant une semaine, la Matrioshka et d'autres projets ont été ouverts à tous ceux qui souhaitaient participer à l'amélioration du design et à la recherche de nouvelles applications. L'activité s'est déroulée dans un *makerspace* entièrement équipé, créé sous une tente au parc Jarry. Sensorica a fourni un soutien technique à 3 projets, dont la Matrioshka.

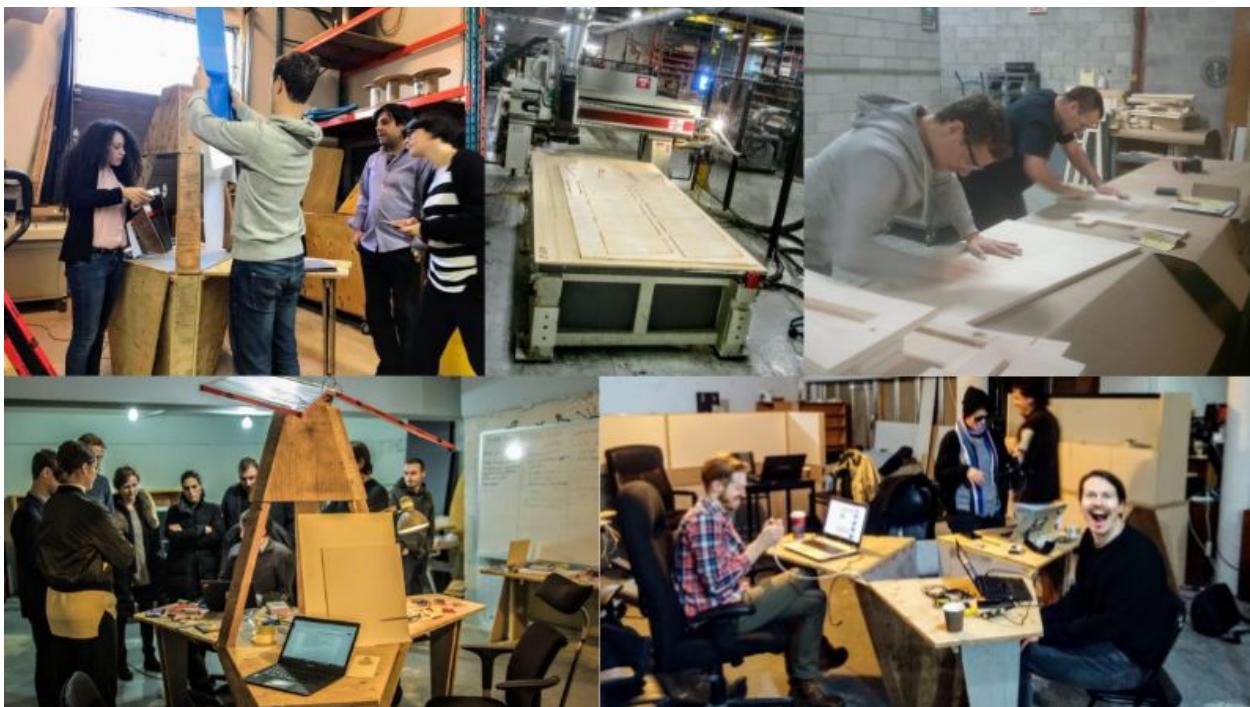
Après l'événement, le nouveau prototype a été placé au laboratoire Sensorica à Montréal. Sensorica peut être considérée comme un incubateur et accélérateur d'entreprises collaboratives permanent, offrant un environnement sécurisé pour des activités économiques collaboratives basées sur l'innovation ouverte et la production par les pairs. Six mois après

⁹ <http://bit.ly/2HJ6qkS>

Eco2Fest, un nouveau groupe d'entrepreneurs collaboratifs s'est formé autour de la Matrioshka et a commencé à planifier sa commercialisation sur le marché local.



Le makerspace Ouishare au parc Jarry pendant l'Eco2Fest 2016



Matrioshka en construction

Après l'événement Eco2Fest, le prototype avait seulement le générateur d'énergie solaire. Le premier objectif du groupe au laboratoire Sensorica a été de construire un meilleur prototype intégrant la connectivité à Internet et l'interactivité, et de l'exposer lors d'événements publics afin de trouver des opportunités commerciales.

Le projet a adopté le modèle économique de Sensorica et a été organisé en tant qu'entreprise collaborative. La participation a été ouverte à tous ceux qui ont voulu contribuer et ajouter de la valeur au projet, comme c'est le cas avec n'importe quel projet open source. Les appels à participation ont été diffusés via les réseaux sociaux et d'autres canaux. Afin de faciliter l'intégration des nouveaux participants, tout ce qui concerne le projet a été publié sur un site web accessible au public, conformément à la tradition de transparence totale de l'open source.

Trois affiliés de Sensorica, trois individus indépendants, une start-up, une entreprise manufacturière, une société de graphisme et impression, Quatorze (l'association d'architectes) et OuiShare Montréal (un réseau ouvert) ont rejoint le projet. Le travail a été organisé en sprints pour la conceptualisation, le design et le prototypage, empruntant la méthodologie de développement agile. Un contrat social a été établi au sein du groupe, qui stipulait que les participants pouvaient enregistrer leurs contributions au projet (en temps, en ressources matérielles partagées et en argent) et que les bénéfices futurs devaient être distribués selon les contributions enregistrées de chacun. Certains participants ont choisi de ne pas enregistrer leurs contributions, se contentant d'autres formes d'avantages qu'ils pouvaient tirer du projet: acquérir de nouvelles compétences techniques, se faire de nouveaux amis, acquérir de l'expérience avec les pratiques collaboratives et l'économie collaborative, appliquer et tester certaines de leurs technologies dans le contexte de la Matrioshka, gagner en visibilité grâce à l'entreprise Matrioshka, etc.

Les membres du groupe ont partagé le risque du projet: s'ils réussissaient à générer des bénéfices, ils seraient tous gagnants; sinon, tout le monde aurait acquis une nouvelle expérience et aurait tiré de nouvelles leçons. Cela va à l'encontre des relations établies dans une organisation traditionnelle, où les employés reçoivent un salaire en échange de leur travail. Les employés transfèrent leurs risques à l'entreprise et, par la même occasion, transfèrent leur droits aux bénéfices futurs. Au sein de l'entreprise collaborative Matrioshka, personne n'était rémunéré, mais tout le monde avait la garantie de posséder les bénéfices futurs proportionnellement aux contributions de chacun. En ce sens, le processus de développement de produits est vraiment un processus collaboratif, car tous les intervenants misent sur le travail de tous les autres pour atteindre un objectif commun, tout en partageant le risque et le fardeau de l'entreprise.

Afin de compléter le prototype amélioré de la Matrioshka, le groupe devait proposer un nouveau concept intégrant la connectivité et l'interactivité. La structure mécanique a dû être redessinée. Le système électronique et le logiciel ont également dû être conçus. De nouvelles applications pour la Matrioshka ont été envisagées, générant de nouvelles expériences utilisateur.

Le *makerspace* de Sensorica a été utilisé pour la conceptualisation et le prototypage de l'électronique et du logiciel. Une start-up locale spécialisée dans l'électronique a ouvertement partagé la technologie qu'elle avait déjà développée et qu'elle voulait tester dans le contexte de l'application Matrioshka, en tant que vitrine publique. Une entreprise manufacturière a mis à contribution un ingénieur en mécanique, un technicien, une CNC de qualité industrielle et de l'espace requis pour fabriquer la nouvelle structure mécanique. Une entreprise d'imprimerie a offert un graphiste, un technicien et du matériel d'impression pour produire le matériel graphique à placer sur la structure. Deux artistes indépendants ont également contribué à la conception graphique et à d'autres aspects esthétiques de la Matrioshka. Au final, tout le monde a contribué à l'intégration de l'ensemble du prototype.

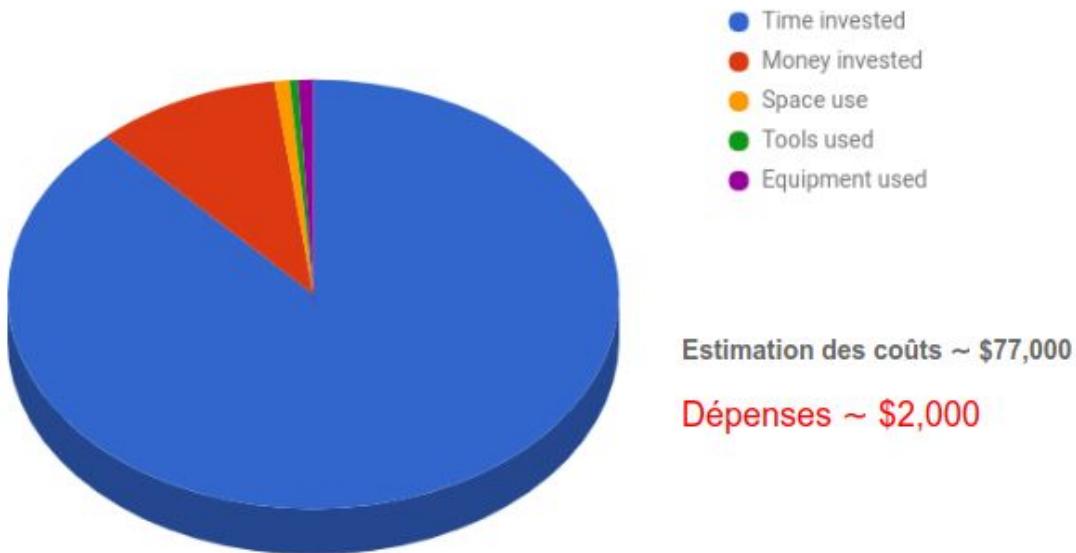


Matrioshka en action

À partir du registre de toutes les ressources qui ont servi à la réalisation du prototype final (y compris l'équipement, l'espace, les matériaux, le temps et les compétences), le groupe a estimé le coût total à 77 000 \$. Seulement 2 000 \$ en argent sonnant ont été dépensés pour l'ensemble du projet, qui a été achevé en moins de deux mois.

La comptabilité ci-dessus révèle une réalité frappante. Un individu vivant avec le rêve de la Matrioshka dans son sous-sol est confronté à une barrière de 77 000 \$ pour en faire une réalité. La recette de l'économie traditionnelle pour réaliser le rêve prescrit des relations d'échange. Cela signifie que pour chaque ressource nécessaire, il faut de l'argent pour son acquisition - qu'il s'agisse de compétences, d'équipement, de matériaux, d'espace, etc.

Premier prototype: distribution des coûts



Structure des coûts de la Matrioshka

Le modèle pratiqué par Sensorica prescrit des relations de collaboration, en utilisant la capacité excédentaire et l'industrie de chaque contributeur. Contrairement à ce que l'on appelle l'économie du partage ou les modèles similaires à Uber et Airbnb (TaskRabbit, par exemple), les participants au projet Matrioshka ne sont pas dans une relation commerciale entre eux. Personne ne paie quelqu'un d'autre, mais tous sont d'accord sur un moyen de partager les bénéfices futurs du projet.

Le succès de la construction du nouveau prototype de la Matrioshka montre que ce nouveau type d'arrangement fonctionne bien pour attirer des ressources vers une nouvelle entreprise. Le fait que près de 40 fois moins d'argent a été nécessaire et que le processus a été achevé en moins de deux mois prouve que ce nouvel arrangement peut mener à des processus très efficaces. Il montre également comment ce type d'économie collaborative établit de nouveaux *patterns* de flux pour l'innovation et la production. Il contourne les processus centralisés et contrôlés traditionnels, la monnaie (une ressource rare) et le marché du travail (mécanisme d'acquisition de talent moyennant l'argent ou les relations d'échange) .

Combien d'esprits brillants sortiront de leurs sous-sols et réaliseront leurs rêves si nous consolidons et développons ce type de modèle économique collaboratif? Combien de problèmes mondiaux allons-nous résoudre? En tant que pionniers et praticiens de ce modèle depuis 8 ans, nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une chose que le gouvernement doit encourager. En fait, nous croyons que le gouvernement a un rôle important à jouer à cet égard, en devenant un partenaire actif pour faciliter le développement de réseaux décentralisés ou de communautés au profit du bien commun.

Entrepreneurs collaboratifs et entreprises collaboratives

Ces entrepreneurs collaborent dans des **espaces soi-disant ouverts** tels que les *fab labs* et les *makerspaces*. Ces nouveaux environnements de travail sont hautement collaboratifs, où les gens s'entraident dans leur projets et s'enseignent mutuellement de nouvelles compétences. La culture de l'open source est très présente car les gens partagent leurs designs au sein de la communauté ou avec le grand public.

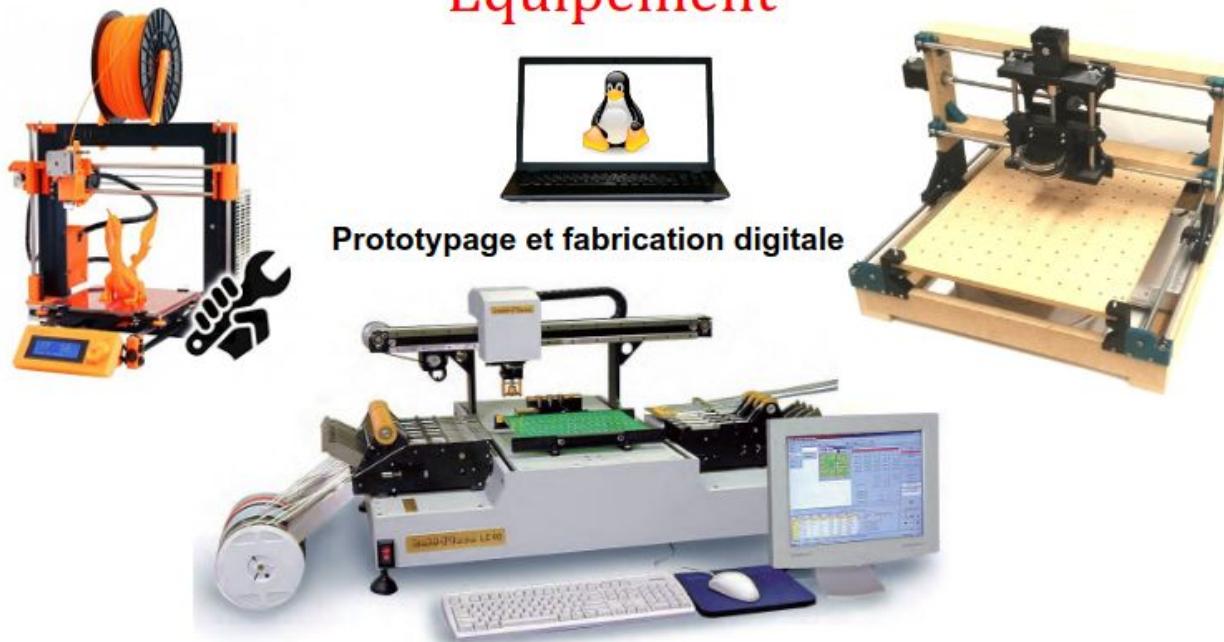
Espaces de travail



Ces espaces offrent un accès à faible coût à **l'équipement**. Les entrepreneurs collaboratifs font l'usage de l'équipement de prototypage et de fabrication numérique. La raison en est que le design est fait d'abord de façon digitale, ce qui rend les designs partageables et accessibles pour la collaboration. Le prototypage et la fabrication à faible volume peuvent ensuite être effectués localement.

De nouvelles **méthodologies de travail** ont été conçues pour correspondre à la nature des projets collaboratifs. Ils prennent en considération le caractère ouvert de l'organisation et le fait que le taux de roulement des participants est plus élevé que dans une organisation traditionnelle. Ils empruntent beaucoup aux méthodologies agiles rendant le travail très itératif.

Équipement



Le travail de développement commence par la découverte des technologies open source déjà disponibles, suivi du *remix*, de l'intégration et du nouveau développement. Tout est bien documenté de manière transparente. Parfois, le projet *fourche* et conduit à de nouvelles versions de l'artefact créé.

Les designs sont conçus de manière modulaire. Le prototypage numérique permet des itérations rapides entre le design et le prototype. Le cycle de vie complet de l'artefact est pris en compte et l'accent est mis sur sa capacité d'évoluer, d'être amélioré et d'être facilement réparable. L'artefact est conçu avec l'idée qu'il sera utilisé et entretenu par des individus peu qualifiés, qui pourraient décider un jour de l'améliorer ou de le recycler à d'autre fins. Ils sont également conçus pour être facilement reproduits, en tenant avec la culture de bricolage (*Do It Yourself*).

De nouveaux **outils informatiques** ont été conçus pour co-gérer les ressources et les processus impliqués dans des projets collaboratifs. Semblable à un ERP (*enterprise resource planning*), qui est un système logiciel de gestion utilisé par toute entreprise traditionnelle de taille moyenne à grande, Sensorica a développé un NRP (*network resource planning*) pour soutenir des projets complexes et des interactions entre projets dans un environnement réseau d'incubation et d'accélération plus large. Ces outils sont conçus pour des opérations de *crowdsourcing* à grande échelle, offrant un accès facile aux nouveaux contributeurs.

Outils TI

planification ressources réseau

Demand

[Create Customer Order](#) [Plan Work](#) [Plan Work Using Recipe](#)

Open Customer Orders:

- Customer order 65, Seller: , Buyer: , due: 2013-04-28 created by None
- Customer order 67, Seller: , Buyer: , due: 2013-05-10 created by None
- Customer order 74, Seller: , Buyer: , due: 2013-08-02 created by None
- Customer order 76, Seller: , Buyer: , due: 2013-06-04 created by None
- Customer order 111, Seller: , Buyer: , due: 2013-06-17 created by None
- Customer order 85, Seller: , Buyer: , due: 2013-07-03 created by None

Open Work Orders:

- Work order 112, provider: Tiberius Brastaviceanu, due: 2013-02-03 created by None [Delete](#)
- Work order 88, due: 2013-03-25 created by tibi [Delete](#)
- Work order 64, due: 2013-04-18 created by None [Delete](#)

Production Planning

Chosen: Type of process [Manufacturing](#) [Project](#) [Mosquito](#)

work

Manufacturing
 R&D
 Lesson

Start date [2014-04-26](#)
End date [2014-07-07](#)
Process name [Make Mosquito](#)

uses

Lab space
 Microscope
 Oven

produces

Mosquito product

consumes

Glue

cites

Mosquito design

[Save process & exit](#) [Save process & add another](#)

La **gouvernance** des entreprises collaboratives est également bien adaptée à leur nature ouverte. Les modèles les plus répandues sont **méritocratiques**, avec un accès aux processus de prise de décision accordés sur la base des contributions passées et des compétences démontrées. L'accès aux bénéfices tangibles futurs est également réglementé en fonction des contributions antérieures. Ces règles et normes créent un environnement sécurisé dans lequel les individus anonymes sont incités à partager et à collaborer.

Au sein des projets, les **relations entre les participants** sont ajustées en fonction de leurs rôles respectifs, qui émergent en fonction de l'intérêt personnel, de leur compétences et des contributions passées. Ainsi, un individu peut temporairement et en contexte prendre la tête sur des sujets spécifiques à son rôle. D'autres se rallient derrière lui selon le principe de la *subordination volontaire*. Ce processus d'auto-organisation est induit par la mise en évidence de l'activité de chacun dans le projet, à travers l'outil NRP utilisés pour planifier le travail et enregistrer la contribution de chacun.

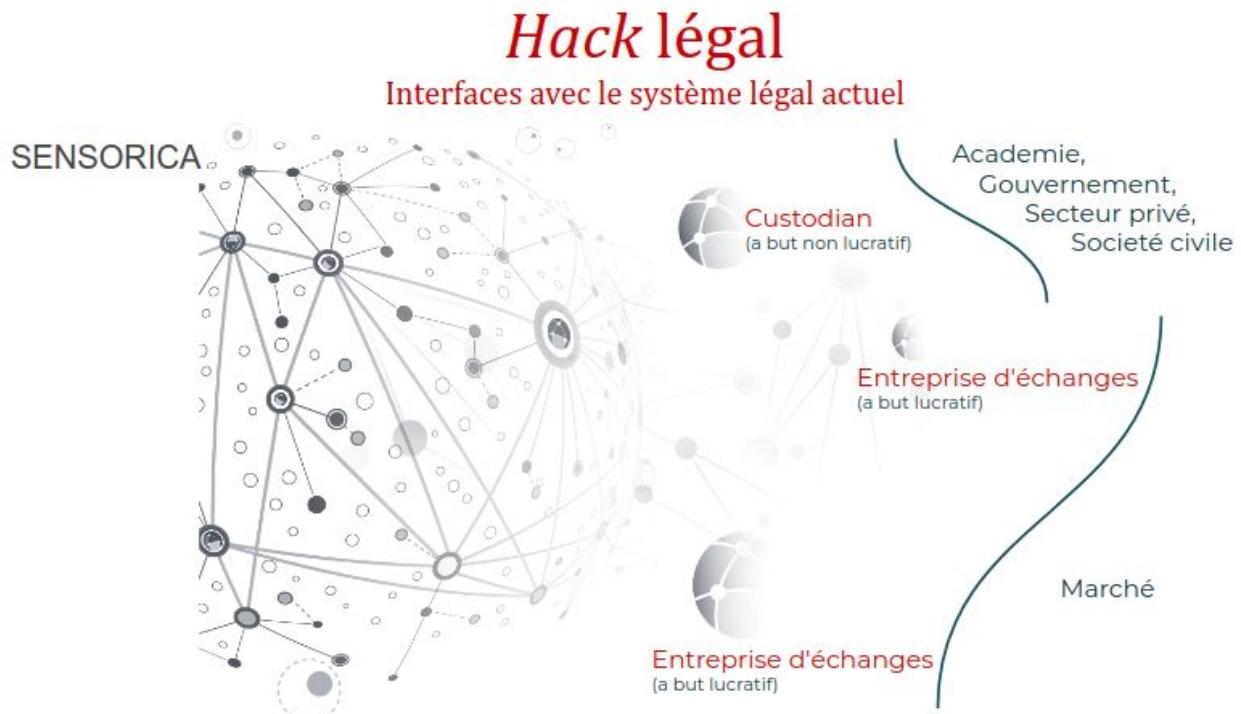
Les entreprises collaboratives sont organisées en réseaux ouverts. **En termes juridiques**, ce sont des associations non enregistrées d'entrepreneurs indépendants. Sensorica a développé des **structures légales** à la périphérie du réseau (de ces associations non enregistrées) afin de pouvoir interagir avec l'environnement plus large. Par exemple, tous les actifs physiques importants qui sont partagés entre les affiliés du réseau sont placés dans une fiducie, appelée *Custodian*, qui porte la responsabilité légale associée avec l'utilisation de ces actifs. Le *Custodian* peut également détenir des actifs immatériels tel que la marque du réseau, des parties de son infrastructure informatique, des comptes bancaires, etc. Enfin, si quelqu'un se

blesse dans le *makerspace* en utilisant un outil partagé, le *Custodian* - souvent incarné par un organisme à but non lucratif - couvre une assurance.

Pour interagir avec le marché ou vendre un produit, le réseau fait appel à des sociétés à but lucratif, appelées entreprises d'échange (*Exchange firm*), qui assument la responsabilité légale du produit et traitent les commandes des clients. L'innovation, la production, la distribution, le service et le marketing sont effectués au sein du réseau, par les affiliés du réseau. Ces structures juridiques ne jouent que le rôle d'interfaces et peuvent être considérées comme des fournisseurs de services au réseau, entretenant une relation de dépendance vis-à-vis du réseau puisqu'elles n'ont aucune capacité de développement et de production de produits. Leur relation avec le réseau est un privilège et peut être révoquée par le réseau à tout moment si leur service ne répond pas aux attentes. Ces interfaces peuvent aller et venir. Ce qui reste et est difficile à détruire, c'est la cohésion entre les affiliés du réseau, qui forment une communauté en développant un attachement aux valeurs du réseau et à ses projets.

Cet arrangement n'est pas très différent de ce que nous voyons dans les écosystèmes open source. Par exemple, le système d'exploitation Linux est produit par un réseau ouvert, qui s'est avéré très pérenne. À la périphérie de ce réseau ouvert, il s'est créé une coalition entrepreneuriale. Ce sont des individus et des petites et grandes entreprises offrant des services de consultation autour de Linux. Ils sont l'équivalent des *Exchange firms*. La Fondation Linux est l'équivalent du *Custodian*, détenant des actifs importants sur lesquels l'écosystème Linux s'appuie et jouant un rôle d'arbitrage, s'interposant parfois entre le réseau ouvert de développeurs et la coalition entrepreneuriale.

La différence dans le modèle de Sensorica est qu'une *Exchange firm* est contractuellement obligée de transférer les revenus générés par les ventes au réseau, pour être distribués à tous les participants à l'activité économique proportionnellement à leurs contributions, tout en gardant sa juste part pour son rôle d'interface avec le marché, couvrant ses responsabilités légales. Ce contrat est signé entre l'*Exchange firm* et le *Custodian*.



Résumé des caractéristiques importantes des entreprises collaboratives

- **Transparence:** Accès libre à l'information sur les opérations et produits
- Rapport **ressources**
 - Ce qui peut être *crowdsourced* sera *crowdsourced* - sociofinancement et l'utilisation des plateformes collaboratives pour l'acquisition du talent.
 - Ce qui peut être **partagé** sera partagé - partage d'espace de travail (*makerspaces*) et des outils
- **Ouverture:** Accès libre aux opérations à travers des plateformes collaboratives (pas d'entrevue d'embauche). Le filtrage devient un processus interne et diffus, fondé sur la réputation, basé sur ce qu'on sait faire et comment on le fait.
- **Gouvernance:** Méritocratique et/ou démocratique, grande autonomie individuelle encadrées par un ensemble de règles/normes.
- Rapport au **risque:** Les contributeurs sont des entrepreneurs qui s'investissent dans le projet en vue d'obtenir différentes formes de bénéfices (rémunération financière, réseautage, apprentissage, visibilité, ...), en partageant le risque. Si l'initiative réussit tout le monde

- est gagnant, si non, tout le monde s'en tire avec une bonne expérience et des leçons.
- Rapport à la **propriété**: Les avoirs de l'initiative prennent habituellement la forme de ressources partagées (même de type *nondominium*) ou *commons*. Personne ne possède un droit absolu sur les fruits de l'initiative.
 - **Relations internes**:
 - Le travail est hautement **collaboratif**, utilisant des outils et des méthodologies spécifiquement conçues.
 - La structure organisationnelle (les rôles et les relations entre ces rôles) est **émergente** en contexte
 - **Relations avec l'environnement externe**
 - Le travail est **socialisé** (on partage le progrès et les résultats sur les médias sociaux).
 - On crée des relations de collaboration avec d'autres organisations, on bâtit des relations de synergie, on réseaute, vue **écosystémique**.

Collaboration à grande échelle

Pendant longtemps, les gens ont partagé leurs actifs et ont collaboré sur des projets. Traditionnellement, cela s'est produit dans de petits groupes de confiance. Notre système économique actuel a développé des caractéristiques qui permettent aux étrangers d'interagir économiquement entre eux à grande échelle. Les relations de type échange par l'intermédiaire d'une monnaie peuvent être mises à l'échelle. Nous n'avons pas besoin de faire confiance au caissier du magasin pour avoir accès à un produit. Nous lui donnons simplement de l'argent et il nous donne le produit et l'affaire est conclue, elle commence et finit là, sans besoin d'avoir plus d'informations sur le caissier ou le magasin, ou de développer une relation quelconque avec eux.

En ce qui concerne l'innovation et la production, les organisations traditionnelles ont été créées comme des environnements sécurisés pour encourager la coopération. Anciennement, dans les sociétés fondées sur l'esclavage, on enfermait les gens et on les forçait à travailler. Dans une société libre, des conditions doivent être créées pour attirer les gens au travail. En obtenant un salaire qui donne accès à d'autres choses, les gens acceptent de faire le travail sans trop avoir à faire confiance aux propriétaires ou à l'administration de l'entreprise. Il n'y a pas le besoin de se préoccuper du succès économique de l'entreprise. Les employés ne prennent pas de risque, ils sont payés immédiatement pour le travail effectué.

Les modèles collaboratifs évacuent l'échange des relations de production. Tout le monde contribue à l'entreprise avec la promesse de bénéfices futurs. Afin de rendre cela possible à grande échelle, les entreprises collaboratives ouvertes doivent établir et garantir une situation gagnant-gagnant pour tous les participants. Il existe beaucoup de recettes pour arriver à cela. Wikipedia garantit un accès gratuit à l'information agrégée et structurée par tous les contributeurs. Dans ce contexte, les gens contribuent sous forme de don, sachant qu'ils bénéficieront toujours du travail de tous les autres. Ils n'ont pas besoin de se faire confiance entre eux, ils ont seulement besoin de croire que le système dans son ensemble continuera de fournir un bon contenu, que le contenu s'améliorera toujours et que tout le monde peut avoir un impact positif sur le contenu. Le réseau Bitcoin se détache de la soi-disant économie du don. Son protocole garantit non seulement une valeur d'usage pour tous, mais aussi des bénéfices monétaires pour ceux qui participent à la maintenance de l'infrastructure physique. Les revenus des *mineurs* sont garantis proportionnellement à la puissance de calcul qu'ils fournissent au réseau Bitcoin, et ces règles sont incorporées dans le protocole, ce qui signifie que personne ne peut leur enlever cela. Le modèle Sensorica emprunte aux deux précédents et les dépasse en même temps car il s'applique en plus à la production matérielle. Il est donc plus complexe car il traite des actifs matériels et des processus qui se produisent dans le monde physique. Mais l'idée générale est la même. Le système garantit des bénéfices tangibles à partir de la valeur d'échange qu'il crée, proportionnels aux contributions, tout en permet aux participants de contribuer sous forme de don, pour la valeur d'usage et sociale qu'il peut aussi créer. Les

projets s'étendent sur l'ensemble du spectre de valeurs et nous trouvons souvent un mélange de types d'incitatifs, de bénéfices et des arrangements, comme ce fut le cas avec le projet Matrioshka cité plus haut, ou des participants ont enregistré leur contributions en vue d'une rémunération future des activités commerciales et d'autres ont choisi de ne pas le faire, en considérant qu'ils ont déjà tiré avantages sous forme de valeur d'usage, ou en considérant qu'ils ont fait avancé la cause sociale entourant le projet.

La capacité des entreprises ouvertes et collaboratives à attirer des ressources est ahurissante et cela devrait constituer un signal d'alarme pour toute organisation traditionnelle. Il a été rapporté par Bitcoin Watch que la puissance de calcul totale du réseau Bitcoin avait dépassé 1 exaFLOPS en 2013. En comparaison, la puissance de calcul combinée de Google en 2008 était estimée entre 10 et 20 pétaFLOPS. C'était 50 fois plus petit que Bitcoin, tenant compte du fait que Google avait une longueur d'avance de 10 ans pour construire son infrastructure *hardware*. Le point principal ici n'est pas de savoir si la puissance de calcul du réseau Bitcoin est utilisée efficacement ou non, mais plutôt la capacité des réseaux ouverts à attirer des ressources pour un objectif commun. Le projet Matrioshka présenté ci-dessus exhibe les mêmes caractéristiques à une échelle beaucoup plus petite. Le processus de prototypage a été achevé en moins de deux mois et n'a dépensé que 2 000 \$ dollars en espèces, la balance de 75 000 \$ provenant des participants sous forme de contributions en nature, de leur capacité excédentaire.

Des projets comme Wikipedia, Bitcoin et Sensorica démontrent que les réseaux ouverts ont un énorme potentiel pour libérer la créativité humaine et canaliser les ressources vers des causes nobles. Cependant, ils laissent aussi entrevoir un pouvoir destructeur potentiel, qui peut se manifester pendant leur développement fulgurant. La nouvelle tâche délicate du gouvernement est de comprendre comment exploiter ce nouveau potentiel au profit de l'humanité. Il devient évident qu'aucun gouvernement ne peut empêcher des processus et des organisations aussi efficaces de se développer, à cause qu'ils opèrent à l'échelle mondiale dans un espace transnational, est hors de leur portée. En d'autres termes, le génie est déjà sorti de la bouteille et nous avons besoin de comprendre comment vivre avec et comment réaliser son plein potentiel.

Notre définition de l'économie collaborative

Définition selon OuiShare

L'économie collaborative est définie comme des pratiques et des modèles d'affaire basés sur des réseaux horizontaux et la participation d'une communauté. Elle est construite sur «le pouvoir distribué et la confiance au sein des communautés par opposition aux institutions centralisées» (R. Botsman). Ces communautés se rencontrent et interagissent sur des réseaux en ligne et des plateformes pair à pair, ainsi que dans des espaces partagés tels que des fab labs et des espaces de coworking

Les termes *collaboration* et *coopération* ont été largement utilisés dans le contexte de la *culture ouverte* (*open culture*) pour décrire l'action coordonnée d'un groupe ou d'un réseau d'individus, pour atteindre un objectif commun. Par exemple, le développement *open source* de logiciels et du *hardware* peut être véritablement décrit comme un processus collaboratif, où les actions des individus impliqués sont organisées de manière à tirer parti du travail de chacun pour produire des actifs partagés. Ces processus ont d'autres propriétés fondamentales en commun: ils sont ouverts (accès à la participation) et transparents (accès à l'information). La culture ouverte s'est répandue dans presque toutes les sphères d'activité humaine. Ainsi, nous entendons parler de science ouverte, de gouvernance ouverte, d'éducation ouverte, etc.

L'utilisation de l'expression *économie collaborative* dans la culture ouverte est liée à la *production par les pairs basée sur les communs* (*commons-based peer production*, un terme inventé par le professeur Yochai Benkler¹⁰ de l'Université Harvard), qui décrit un nouveau modèle de production socio-économique dans lequel un grand nombre de personnes travaillent en coopération (généralement sur Internet).

Vue dans ce contexte plus large, nous pouvons dire que l'économie collaborative englobe l'économie du partage et la soumet au besoin des communautés d'innovateurs, de producteurs et de consommateurs, qui se retrouvent en synergie. Elle s'inscrit aussi dans ce qu'on appelle l'*économie digitale*, car elle repose sur des infrastructures de l'information et de la communication pour la mise en commun et la co-gestion de ressources, pour la co-gestion de projets, ainsi que pour la redistribution des richesses co-crées. L'économie collaborative développe de nouveaux savoirs à travers la *science ouverte* et applique ces savoirs en utilisant des processus d'*innovation ouverte* (ex. développement *open source*). L'agrégation des ressources dans des processus d'innovation et de production se fait par *crowdsourcing*, qui inclut le sociofinancement. Les *entreprises collaboratives* sont ouvertes (en terme d'accès aux

¹⁰ <http://bit.ly/2vuf7Lb>

processus) et transparentes (en terme d'accès à l'information). Elles forment des maillages denses entre elles et les institutions traditionnelles. Leurs initiatives ont très souvent des caractéristiques sociales et environnementales, et leurs produits sont durables. Les *entrepreneurs collaboratifs* opèrent dans des *espaces ouverts et partagés* de type *fab lab*, *makerspace*, *hackerspace*, *coworking space* et autres. Ils utilisent la *gouvernance ouverte* et de nouvelles méthodologies de travail. Dans sa phase embryonnaire, cette nouvelle économie a déjà donné naissance à la Blockchain, et a démocratisé l'impression 3D et les drones personnels, qui compte parmi les récentes technologies de rupture.

D'autre distinctions

De [Quora](https://www.quora.com/What-are-the-differences-between-collaborative-economy-sharing-economy-demand-economy-and-market-economy) :

Économie du partage: un échange entre pairs géré par une plate-forme qui comprend du temps, de l'espace, des compétences ou des ressources sous-utilisés, soutenu par la confiance créée par les réseaux de réputation sociale. Fait référence à l'accessibilité de recevoir des choses d'une autre personne, comme vous le feriez d'un voisin (mais il y a un différend sur le terme, car ce n'est pas vraiment «partager» si d'autres paient pour un service).

Économie à la demande: Une place de marché numérique pour les fournisseurs et les participants qui met l'accent sur le transport, la livraison de produits ou le service sur place. Fait référence à la vitesse d'obtention des choses. C'est un peu bizarre parce que les services «à la demande» comme la livraison de pizza et les taxis existent depuis des décennies.

Économie du marché: Un marché numérique, typiquement axé sur le contexte, où la frontière entre les fournisseurs et les participants est très floue, ce qui permet à la plupart des gens de participer des deux côtés du marché. Fait référence à la capacité de faire le tour de la «chose» que vous voulez exactement, que ce soit concret comme de la nourriture ou abstrait comme les compétences de quelqu'un en matière de design.

Voir aussi une discussion sur la distinction entre coordination, coopération, collaboration et du social sur la P2PFoundation¹¹

¹¹ <http://bit.ly/2vwxtet>

Comment s'y prendre?

Les trois tendances économiques discutées ci-dessus sont très bien définies aujourd'hui, avec des organisations qui les représentent qui transigent des milliards de dollars d'activité économique. Ils viennent tous avec leurs propres mérites et problèmes. Les moyens pour supprimer ces problèmes et pour amplifier les mérites sont très différents lorsqu'il s'agit d'une organisation suivant une tendance économique (telle que décrit plus haut) ou une autre. Nous pouvons imaginer pour le gouvernement une pléthore de moyens pour faire en sorte qu'Uber (contrôlé de manière centralisée par une société traditionnelle) agisse d'une manière plus responsable sur le plan social, ou se rend compatible avec les lois du travail et les règles fiscales. Mais nous ne pouvons pas facilement imaginer la même chose dans le cas de réseaux ouverts et décentralisés comme Bitcoin et Sensorica. Ignorer ces réseaux ne les fera pas disparaître. Ne pas les traiter dès le début ne fera qu'élargir le fossé entre eux et le gouvernement. Quand ces réseaux feront irruption, ce qui se passe déjà, le problème de les garder sous contrôle pour minimiser leurs effets négatifs potentiels sera encore plus difficile.

Nous devons également comprendre que dans le mouvement pair à pair il y a des rebelles radicaux comme certains faisant partie au réseau Bitcoin. Ils sont désireux de changements rapides et drastiques avec peu de considération sur la façon dont le changement se produira. Cette radicalisation s'est accentuée lors de la crise financière de 2008, marquée par la création du réseau Bitcoin au cours de la même année et par le mouvement *#occupy wall street* en 2011. Dans la littérature, cela s'explique par une perte de légitimité de nos institutions les plus importantes, après des nombreux exemples d'inefficacité, d'injustice et de corruption. Si les gouvernements actuels décident d'adopter une position d'opposition vis-à-vis des réseaux pair à pair, ils ne feront qu'accentuer l'antagonisme et alimenter la culture rebelle déjà présente. À mesure que nous passerons de l'économie traditionnelle à l'économie en réseau, nous verrons apparaître des victimes. Certaines institutions vont s'effondrer, ce qui signifie des pertes, de la destructions qui privera certaines individus de moyens de subsistance. Presque toutes les institutions doivent être révisées et seront radicalement transformées ou remplacées dans l'avenir. Mais nous devons nous assurer que chaque fois qu'une organisation s'effondre, nous pouvons ramasser les morceaux et les recycler dans de nouveaux types d'organisations afin qu'il n'y ait pas trop de perte.

En d'autres termes, nous devons établir un processus de métamorphoses socioéconomiques à travers duquel le nouveau se nourrit de l'ancien en décomposition. Le rôle du gouvernement sera d'établir ce processus et de servir de médiateur entre le nouveaux et l'ancien, en les reliant de ponts pour faire passer des flux. Si les gens sont laissés à eux-mêmes, nous ne verrons que de l'effondrement, du déclin et du chaos. Les conflits sociaux comme l'affrontement entre les chauffeurs de taxi et d'Uber en France vont se multiplier. Ainsi, le fardeau du gouvernement s'alourdirait, il serait non seulement de guider la transformation socioéconomique, mais aussi de contenir la tourmente sociale.

La solution à court terme pour le gouvernement est de développer des partenariats avec des factions modérées au sein de ces mouvements, de créer un cadre de médiation entre les coalitions entrepreneuriales (que ce soit du côté du capitalisme de plateforme, coopérativisme de plateforme, ou pair à pair, leur *Exchange firms*), les réseaux ouverts (qu'il s'agisse des chauffeurs Uber, des développeurs logiciel de Bitcoin ou des affiliées à Sensorica) et les fiducies (qu'il s'agisse de la société Uber, de son équivalent coop, ou du *Custodian* de Sensorica). Ce cadre créera un environnement de sécurité, où les acteurs qui investissent dans la construction et la mise en œuvre de nouveaux modèles économiques, ou de nouveaux types d'organisations, seront rassurés que les futures politiques et cadres juridiques seront compatibles avec leur travail de développement. Si cela est fait correctement, en partenariat avec toutes les parties prenantes mentionnées ci-dessus, cela aidera à orienter les nouveaux développements vers des formes qui répondront aux attentes de chacun tout en réduisant les lacunes de communication et les mauvaises surprises. En bref, essayez d'anticiper et canaliser l'énergie en partenariat, plutôt que d'essayer de contrôler une fois que les choses sont déjà en place.

À long terme, le gouvernement doit envisager sa propre adaptation. Le gouvernement ne peut pas se considérer comme un spectateur au théâtre de la grande transformation socioéconomique, comme une entité immuable qui supervise et contrôle le processus. Il devrait mettre en place des mécanismes participatifs pour l'émergence de nouveaux modèles de gouvernance régionale et nationale et assurer une transition en douceur vers un État pleinement compatible avec les nouvelles pratiques socioéconomiques et culturelles. Les mouvements populistes comme Podemos (Espagne) et 5 Stelle (Italie), qui ne se considèrent pas comme des partis politiques traditionnels, sont les précurseurs de ces changements. Leur discours est celui de la démocratie ouverte (le modèle de gouvernance qui émane du mouvement ouvert et collaboratif plus large). Alternativement, si aucune représentation politique n'est créée pour l'économie collaborative émergente, un conséquence possible est l'hyperpolarisation de la société vers l'extrême droite et l'extrême gauche, comme nous le voyons aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe. Combinés, ces deux extrêmes contiennent des éléments de démocratie directe/ouverte et d'une économie pair à pair basée sur les communs. En même temps, les deux répondent au mécontentement général de la population.

L'état partenaire et la nouvelle triéarchie

Selon [p2pFoundation](https://p2pfoundation.net/partner_state) :

L'État partenaire est le concept par lequel les autorités publiques jouent un rôle de soutien dans la «création directe de valeur par la société civile», c'est-à-dire qu'elles soutiennent et promeuvent la production par les pairs basée sur les biens communs.

L'émergence de la dynamique pair à pair et des biens communs ne signifie évidemment pas que la société changera radicalement dès le départ. Je [Michel Bauwens] pense que différentes phases peuvent être envisagées. Dans une première phase, les communs apparaissent simplement comme une alternative ajoutée. Mais, comme elle prouve son mérite et crée les mouvements sociaux d'accompagnement qui la créent, la défendent et l'élargissent, elle commence à devenir un sous-secteur de la société et commence à influencer le tout. Finalement, on atteint une phase où la société a besoin d'être réformée (appelons cela le niveau de parité). Cependant, il n'est pas réaliste que la forme d'État qui a été créée pour protéger une structure de classe donnée puisse également servir pour une nouvelle structure, et par conséquent, à un certain moment, une transition de phase et une transformation devront avoir lieu.

Imaginons maintenant à quoi ressemblerait une société dominée par les communs, c'est-à-dire après la transition de phase.

- *À la base, il y aurait une collection de biens communs, représentés par des fiducies et des associations à but lucratif, qui protègent leurs biens communs au profit des générations présentes et futures.*
- *Les communes «louent» l'utilisation de ses ressources aux entrepreneurs. En d'autres termes, les affaires existent toujours, bien que le capitalisme axé sur la croissance infinie n'existe plus. Cependant, il est peu probable que les sociétés traditionnelles, qui ne tiennent pas compte des externalités, existeront toujours sans modification. Il est plus probable que les formes sociales seront influencées par les biens communs et que les profits seront englobés dans d'autres objectifs, qui sont en harmonie avec le maintien des biens communs. Il est également probable que ces entités appartiendront aux producteurs, et non au capital abstrait.*
- *L'État existera toujours, mais aura une nature radicalement différente. Une grande partie de ses fonctions aura été prise en charge par les institutions des communs, mais comme ces institutions se soucient essentiellement de leurs biens communs, et non du bien commun général, nous aurons toujours besoin des autorités publiques qui sont garantes du système dans son ensemble et peuvent réglementer les différents communs, et protéger les contre d'éventuels abus. Donc, dans notre scénario, l'État ne disparaît pas, mais il est transformé, bien qu'il puisse perdre beaucoup de sa portée, et que ses fonctions restantes soient complètement démocratisées et basées sur la participation des citoyens.*

Selon nous, c'est la production par les pairs de la société civile, à travers les communs, qui est le garant de la création de valeur par le secteur privé, et le rôle de l'État, en tant qu'État Partenaire, est de permettre la création de valeur commune. Le nouvel État pair à pair alors, bien que certains peuvent voir cela comme une contradiction in terms, est un État qui est subsumé sous la Chambre des communs, tout comme il est maintenant dans le secteur privé. Un État, si nous avons raison, jouera un rôle beaucoup plus modeste que l'État dans une société étatique classique, dont beaucoup de fonctions sont

assumées par des associations de la société civile, liées aux processus de gouvernance mondiale.

Ce qui précède, cette triéarchie, est le noyau institutionnel qui remplace le double système binaire privé-public caractéristique du système capitaliste qui est actuellement le format dominant.

Réponses courtes aux principaux objectifs de la consultation publique

1. Comment le gouvernement peut-il promouvoir la compréhension des citoyens et des structures étatiques concernant l'économie collaborative et ses implications pour l'ensemble des acteurs de la société?

En élaborant son approche de l'économie collaborative, le gouvernement devrait agir (ou non) de manière à favoriser et à soutenir la capacité d'adaptation et l'agilité au sein de l'économie collaborative émergente. Laissées libres d'innover et de prospérer, sans être soumises à des réglementations prématûrement conçues, de nouvelles formes de collaboration économique et sociale, de coopération et de partage, complexes et interconnectées, évolueront rapidement. Il sera important de laisser suffisamment de temps pour l'expérience vécue de ces modes de vie divers, plus individualisés, désintermédiaires, collectivisés et mutualisés, pour informer et influencer les orientations politiques ou réglementaires pragmatiques.

Mettre l'accent initial sur l'expansion et l'enrichissement des cadres théoriques et sur l'élaboration de schéma conceptuels adaptés aux défis posés. Les analyses actuelles sont souvent réactives, superficielles et à court terme, ancrées dans un anachronisme apparu au début de la première révolution industrielle. Pour s'affirmer comme chef de file, le gouvernement doit capitaliser sur la valeur de l'apprentissage à ces stades précoce en mettant l'accent sur la consultation continue et la collaboration avec les premiers adeptes de nouveaux modèles collaboratifs. Le gouvernement doit d'abord co-évoluer avec eux avant de pouvoir être en mesure de définir et d'articuler sommairement ces innovations pour le grand public.

Empruntant la logique itérative et incrémentale, le gouvernement servira au mieux ses électeurs en reconnaissant et en soulignant cette période de «bêta-test étendu» avec son expérimentation et son évolution rapides. Cela signifie résister à la tentation de cristalliser prématûrement la terminologie, la politique, la réglementation, la gouvernance ou les opérations et d'aider tous les acteurs à participer plus sûrement et plus pleinement à cette période de transition.

2. Comment le gouvernement devrait-il aborder l'arrivée de pratiques ou de modèles d'économie collaborative dans le contexte de son impact sur les pratiques ou les modèles d'affaires associés à l'économie dite traditionnelle?

Le renouvellement des politiques et l'intervention réglementaire devraient, au début, être réservés uniquement à la préservation la plus fondamentale des libertés et des protections, sans aucune aspiration à l'élaboration ou à la réglementation d'une politique globale et à long

terme. Par exemple, pendant cette période de transition, le gouvernement peut se concentrer sur la mise en place d'opérations de triage capables d'offrir des recours équilibrés et opportuns aux entreprises qui, parce qu'elles opèrent selon des schémas traditionnels et sont régies par la réglementation traditionnelle, sont désavantagées par rapport aux menaces venant de l'économie collaborative.

Si une certaine forme de programme de compensation ou de soutien transitoire peut être obtenue lorsque le rythme du changement entraîne un déséquilibre marqué, ceux-ci ne doivent pas désavantager les nouveaux entrants.

3. Comment l'État québécois (ministères, sociétés d'État, organismes, municipalités) devrait-il structurer et adapter ses façons de faire afin de mieux répondre aux défis posés par l'émergence de pratiques commerciales et d'entreprises collaboratives, tout en respectant son autorité, l'équité des affaires, la sécurité des citoyens et l'intérêt général?

Compte tenu de l'ampleur de la transition en cours, la création d'une agence distincte et peut-être temporaire du gouvernement du Québec pourrait être justifiée. Une telle agence pourrait fonctionner avec plus d'agilité et un engagement direct avec les adopteurs précoce dans le mode d'une politique d'économie collaborative "moonshot". Dans le langage moderne, peut-être un *Policy Innovation Lab*.

Dans le contexte opérationnel limité d'un tel *Policy Innovation Lab*, le gouvernement pourrait prendre des mesures pour adopter lui-même de nombreuses technologies et pratiques alors employées dans l'économie collaborative, soutenant ainsi et travaillant étroitement avec des acteurs tels que Sensorica. Cette approche contribuerait au niveau d'engagement, à la profondeur et à la portée de la vision et à la légitimité du gouvernement en matière de réglementation. En plus d'apprendre par la pratique et en faisant face aux mêmes défis que ceux qu'ils ont l'intention de réglementer, un tel *Policy Innovation Lab* fournira aux acteurs gouvernementaux un environnement confiné dans lequel ils pourront suivre diverses propositions politiques et mécanismes de régulation - y compris le développement expérimental d'infrastructure TI et des normes d'échange de données.

Un tel *Policy Innovation Lab* doit veiller à maintenir son engagement à favoriser et à soutenir les adopteurs précoce et les preneurs de risques. Il doit limiter son orientation et son activité à la couche politique et réglementaire.

4. Quelles approches et initiatives le gouvernement peut-il prendre pour positionner l'État québécois en tant que pionnier et leader dans le domaine de l'économie collaborative, notamment pour favoriser l'émergence de champions locaux?

Le gouvernement doit être proactif en offrant du financement aux acteurs existants de l'économie collaborative québécoise, de ressources et de conseils stratégiques, ainsi que des possibilités de collaboration étroite et continue. Rejeter leur expérience durement acquise et

ensuite utiliser les fonds publics pour reconstituer ou prétendre dupliquer ces années d'apprentissage et de perspicacité sur le terrain serait un gaspillage et une destruction du bien public et du précieux capital social.

Au début, cela devrait prendre la forme d'une participation à des groupes de travail conjoints et à des événements regroupant des représentants de divers groupes et organismes susceptibles d'influencer la réussite de l'émergence d'une l'économie collaborative seine.